

<https://www.ujfp.org/spip.php?article7023>



Les sionistes face à l'antisionisme

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : dimanche 10 mars 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Michel Staszewski. Article paru dans *Points Critiques* n° 380, mars-avril 2019, pp. 8-10.

Comme dans l'ensemble de la population, il y a des antisémites parmi les antisionistes. Mais c'est loin d'être le cas de la majorité d'entre eux. À commencer par les Palestiniens qui sont quasi tous antisionistes puisqu'ils n'acceptent pas que le pays où ils vivent ou dont ils sont exilés soit devenu l'« État des Juifs », au prix de leur déplacement forcé ou de très fortes discriminations pour ceux qui y sont restés, même pour ceux d'entre eux qui ont obtenu la citoyenneté israélienne [1]. Cela n'en fait pas des ennemis des Juifs.

Les antisionistes sont aujourd'hui ceux qui s'opposent à la perpétuation, au Proche-Orient, de l'existence d'un État auto-défini comme juif, accueillant pour tous ceux que ses autorités reconnaissent comme tels, aux dépens des populations non juives des territoires sur lesquels il s'est édifié puis élargi.

Parmi ces antisionistes, se trouvent de nombreux Juifs, partisans de la « désionisation » d'Israël, c'est-à-dire de sa transformation en un ou deux États démocratiques, traitant de manière égale tous ses habitants.

De bonne foi

La plupart des sionistes pensent pourtant sincèrement que l'antisionisme n'est qu'une façade derrière laquelle se cachent des antisémites. Comment expliquer cela ?

Qu'ils soient « de gauche » (prêts à des compromis territoriaux avec les Palestiniens) ou « de droite » (refusant tout compromis), les sionistes ont en commun une vision du monde très pessimiste. Ils considèrent que l'antisémitisme ne peut être éradiqué. Il en découle que pour s'en prémunir, il n'est qu'une solution possible : les Juifs doivent « se mettre à l'abri » en vivant séparés des non-juifs, dans un État-forteresse ; ou, au moins, pour ceux d'entre eux qui continuent à vivre en dehors de l'« État juif », un tel État doit exister pour qu'ils puissent y trouver refuge, au cas où...

Certains d'entre eux pensent aussi que seule l'existence d'un État à large majorité juive permet de lutter efficacement contre la disparition progressive de l'identité juive du fait des « mariages mixtes ».

Pour eux, ceux qui remettent en question le caractère sioniste de l'État d'Israël, c'est-à-dire le fait qu'il soit destiné aux Juifs, ce qui implique forcément que ses citoyens non juifs soient minoritaires et discriminés, veulent la « destruction » de cet État. De là à penser qu'ils souhaitent « renvoyer les Juifs à la mer » ou, pire, les exterminer, il n'y a qu'un pas que beaucoup de sionistes franchissent souvent.

Intransigeance et déni

L'existence de cet « État-refuge » est donc, selon eux, une question de vie ou de mort. C'est cela qui justifie à leurs yeux leur refus d'envisager la moindre mise en pratique du droit au retour des exilés et de leurs descendants, ainsi que les graves discriminations dont sont victimes, depuis la création de l'État d'Israël, ses citoyens non juifs. Et pour

que cela soit psychologiquement acceptable pour eux, ils ne veulent pas savoir, nient ou minimisent la réalité de ce que les Palestiniens nomment la « Nakba » (catastrophe), c'est-à-dire le fait que, pour que l'État d'Israël puisse exister en tant qu' « État juif », les forces armées sionistes ont organisé l'expulsion de la grande majorité des Palestiniens des territoires dont ils ont pris le contrôle en 1948. C'était en effet la seule solution praticable pour rendre la population juive majoritaire sur le territoire qui allait constituer l'État d'Israël [2] .

Les sionistes face aux Juifs antisionistes

Puisque, selon les sionistes, remettre en question le caractère « juif » de l'État d'Israël revient à mettre les Juifs, qu'ils soient israéliens ou non, potentiellement en danger de mort, il est incompréhensible pour eux que des Juifs puissent être antisionistes. C'est pourquoi la plupart d'entre eux considèrent ceux-ci comme des « malades mentaux animés par la haine d'eux-mêmes » ou des « traîtres qui trahissent leurs frères » et/ou comme des « juifs en partance », voire de « faux Juifs ». Et ils se persuadent qu'ils sont « ultra-minoritaires ».

Que ces Juifs antisionistes puissent être aussi préoccupés qu'eux par la résurgence de l'antisémitisme mais qu'ils considèrent qu'il y a d'autres moyens de s'en prémunir que de se séparer du reste du monde en s'enfermant dans un État-forteresse au prix du malheur des non-juifs habitants ou originaires du territoire de cet État, cela dépasse leur entendement.

Des alliés douteux

Il est logique que, depuis ses débuts, des antisémites aient vu le mouvement sioniste d'un bon oeil puisque qu'il prônait le « chacun chez soi », qui impliquait le départ des Juifs des pays où ils vivaient vers un territoire qui leur serait propre et où ils pourraient édifier leur État.

Il n'est pas étonnant que les dirigeants de l'État d'Israël, constitué sur une base ethnique, s'entendent avec les dirigeants d'autres États qui partagent le même type d'idéologie ethno-nationaliste, bien que leur bienveillance à l'égard des Juifs soit sujet à caution.

D'autres alliés douteux sont ces millions de chrétiens évangélistes, soutiens inconditionnels de l'État d'Israël, mais dont l'existence annonce, pour eux, le retour du Christ sur terre et le jugement dernier, lors duquel ne seront « sauvées » que les âmes de ceux qui auront adhéré à la foi chrétienne.

Les antisionistes partisans de la transformation d'Israël d'un État juif en un ou deux États binationaux où tous les habitants seraient des citoyens dotés des mêmes droits et pouvant donc vivre en paix les uns avec les autres ne seraient-ils pas, au contraire, les meilleurs alliés des Juifs ?

Michel Staszewski

[1] Ils sont actuellement plus de 20 % des citoyens de l'État d'Israël.

[2] Au moment du vote du plan de partage de la Palestine (novembre 1947), les Juifs constituaient moins d'un tiers de la population totale de la

Les sionistes face à l'antisionisme

Palestine mandataire : ils étaient 608.000, les Arabes 1.237.000. Et sur le territoire attribué par ce plan à l'« État juif » habitaient alors 498.000 Juifs et 407.000 Arabes (A. GRESH et D. VIDAL, Palestine 47. Un partage avorté, Éditions Complexe, 1987, p. 25).